

Supériorité technologique et politique extérieure américaine

Les grands enjeux stratégiques, 17 mars 2014

John Krige

L'Europe se voit comme puissance régionale ; les États-Unis se voient comme puissance mondiale. Depuis la seconde guerre mondiale, l'horizon politique, économique et idéologique des décideurs politiques européens est dominé par la préoccupation de construire un système collaboratif, parfois supranational qui pourrait entrelacer différents états-nations, créant ainsi une unité régionale. En revanche, à Washington, depuis la seconde guerre mondiale, l'horizon politique, économique et idéologique est dominé par la détermination de construire un ordre mondial qui irait dans le sens des intérêts américains, au nom de la démocratie et de la liberté. Bien sûr, ces deux tendances, l'une, en Europe, concernant une reconstruction régionale, l'autre, aux États-Unis, visant la domination mondiale, étaient présentes, bien avant 1945. Toutes les deux ont été dynamisées par la guerre froide. Une Europe réunie, construite à l'ombre de l'OTAN, permettrait, selon l'expression célèbre de Lord Ismay, de : " Se maintenir proche des Américains, tenir les Russes éloignés et contenir les Allemands ". Un ordre mondial, conçu et défendu au nom de la démocratie, pourrait réprimer la menace d'une expansion communiste, si celle-ci se présentait, créer des marchés pour les produits américains et gagner la bataille idéologique de l'âme de l'humanité, comme l'a dit Georges Bush I.

L'asymétrie entre ces ambitions reflète l'aspect du monde en 1945. Entre 1939 et 1945, le PIB des États-Unis est passé de 209 milliards de dollars à 355 milliards de dollars (en prix constants de 1958). À la fin de la guerre cela représentait presque le 50% des réserves en or et des réserves monétaires mondiales. Avec juste le 6% de la population mondiale, ce pays consommait le 46% de l'électricité produite dans le monde. Les sociétés américaines contrôlaient le 59% des réserves mondiales de pétrole. Cette puissance économique et industrielle alimentait ce que Eisenhower appelait, selon son expression célèbre, le complexe militaro-industriel. Avant la guerre, les États-Unis n'avaient pas d'alliés, et les troupes américaines n'étaient pas présentes sur des territoires qui n'étaient pas sous leur contrôle direct. Après la guerre, le président Truman a agi vite, afin de préserver le monopole américain des armes nucléaires, avec la loi Mac Mahon de 1946 et afin de garantir l'influence américaine, en reconstruisant la ligne de front de la Guerre Froide avec le plan Marshall de 1947. En même temps, les Chefs d'état-major commençaient à installer le réseau mondial de bases militaires, qui protégeraient la puissance américaine à l'étranger. Déjà en 1945-46, ils avaient défini les six sites "les plus essentiels": il leur fallait des bases au Groenland, en Islande, aux Açores, à Casablanca, aux Galápagos et à Panama. En 1955 les États-Unis comptaient 450 bases militaires dans 36 pays. Cette expansion s'est poursuivie avec la même vigueur: les troupes américaines sont maintenant stationnées dans plus de 1000 bases à travers le monde, assurant le soutien au sol pour l'arsenal d'un système d'armements extrêmement sophistiqué qui constitue, dans son ensemble, la *RMA* (la révolution des affaires militaires).

Personne ne conteste le fait que les États-Unis ressortent de la seconde guerre mondiale en tant que la majeure force économique, industrielle et militaire de la planète, avec un grand soutien international de leurs idéaux démocratiques. Cependant, comme je viens de le suggérer, et il s'agit là du point que je veux souligner et développer ce soir, il existait aussi une asymétrie importante entre la capacité scientifique et technologique des Américains et celle du reste du

monde. L'objectif de maintenir cet avantage a été pour les décideurs politiques américains aussi important que celui de la domination économique, politique et militaire que nous connaissons tous, et peut-être même, plus. En effet, je voudrais vous rappeler que la quête du "leadership" (d'une domination mondiale) est le nœud idéologique qui établit le lien entre la poursuite de la supériorité scientifique et technologique, d'une part, et d'une politique étrangère qui vise à la supériorité politique, économique, idéologique et militaire, de l'autre. Elle sert de ciment idéologique à la rhétorique qui rattache le système d'innovation aux ambitions mondiales de l'Amérique, fusionnant la politique nationale et la politique extérieure, en intégrant l'élément national dans le mondial.

Le développement de systèmes d'armement avancés, notamment celui des bombes atomiques, des missiles guidés et des radars, pendant la seconde guerre mondiale, a donné une formidable impulsion à l'idéologie de la domination scientifique et technologique. Celle-ci a été consolidée davantage par le renforcement des régimes communistes dans l'Europe de l'Est et en Chine, à la fin des années '40 et, par la suite, par le premier essai nucléaire soviétique en août 1949 et le déclenchement de la guerre de Corée, en juin 1950. Partageant l'avis qui a été exprimé pour la première fois dans la doctrine Truman, qu'une menace pour la démocratie n'importe où dans le monde était une menace pour la démocratie dans tout le monde, les décideurs politiques ont cru que les États-Unis avaient été désignés par la Providence, pour mener le Monde Libre à la bataille contre l'ennemi impie. Une peur sincère persistait que Staline, disposant d'une armée de terre prodigieuse, ne déclenche une troisième guerre mondiale en Europe, avant que la supériorité nucléaire américaine ne rende sa défaite inévitable. Nous ne pourrions pas faire face aux "hordes [soviétiques] avec des hordes", selon les mots du président Eisenhower. Au lieu de cela, les États-Unis devaient être en état d'alerte préventive permanente, opposant la puissance de feu aux ressources humaines, la qualité à la quantité. Grâce à des investissements très importants aux systèmes d'armement les plus avancés, les États-Unis pourraient assurer la sécurité dans le monde occidental sans militariser la société civile et conserver un budget national équilibré entre les besoins civils et les besoins militaires. Les fonds fédéraux consacrés à la recherche et au développement sont montés en flèche pendant la période de la rivalité entre les deux surpuissances aux années '50 et '60, ils ont baissé avec la détente de 1979, ils ont de nouveau grimpé aux années '80 avec l'offensive contre "l'axe du mal", menée par Reagan, en même temps que les investissements dans les systèmes de défense spatiaux, plus connus sous le terme *Star Wars*, pour être réduits seulement après l'effondrement de l'empire soviétique. Les dépenses pour la recherche et le développement sont réparties à la hausse avec la lutte contre le terrorisme et l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak aux années 2000.

La quête de la prééminence scientifique et technologique a été dictée, en premier lieu, par la conviction que rien d'autre ne pourrait protéger l'Amérique de l'ennemi communiste, expansif. Mais il y avait bien plus que cela. Nous devons renoncer à l'idée que la Guerre Froide ne fut qu'une lutte entre deux adversaires, les superpuissances, pour la supériorité militaire. Il s'agissait plutôt d'une lutte mondiale entre deux façons opposées de voir le monde, pour l'influence. La domination scientifique et technologique n'était pas utile seulement pour défendre le monde occidental en cas d'attaque soviétique. Elle était nécessaire pour renforcer l'emprise mondiale de l'Amérique. Les États-Unis ne cherchaient pas seulement à avoir un avantage compétitif sur leur adversaire principal: ils ambitionnaient la supériorité scientifique et technologique par rapport à leurs alliés. En vertu de leur détermination de conserver l'asymétrie [l'inégalité] dans la production de nouvelles connaissances utiles et de constituer un point central de leur circulation dans le monde, les États-Unis ne voulaient pas seulement contenir le danger communiste. Ils visaient aussi à s'introduire dans des marchés, à transformer des systèmes de production et des modèles de consommation, à réorienter les agendas idéologiques et les normes culturelles, à façonner les agendas de recherche de leurs alliés. D'après Cristina Klein, " Les historiens révisionnistes de la Guerre Froide commencent à considérer la période entre 1945 et 1991 pas seulement comme une ère historique distincte, définie par le conflit entre les États-Unis et l'Union Soviétique, mais en tant qu'un chapitre du processus continu de la mondialisation. " " De ce point de vue", poursuit-elle, " il s'agissait pendant la période de la Guerre Froide de créer un 'monde libre' intégré économiquement, politiquement et militairement, autant qu'il était question de mener une guerre d'usure contre les Soviétiques."

Je veux mettre l'accent sur le fait que les États-Unis ont utilisé leur prééminence scientifique et technologique, non seulement pour faire face à leurs ennemis, mais aussi pour gérer leur relation avec leurs alliés. Plus précisément, en apportant ou en refusant leur soutien scientifique et technologique à leurs alliés, ils pouvaient définir la ligne de contour de leur trajectoire de développement technologique, accroître ou limiter leur pouvoir, accélérer ou saper leurs ambitions militaires, de façon à les aligner sur les intérêts américains. La domination scientifique et technologique confère l'emprise politique. Il s'agit d'un moyen faisant partie d'un répertoire d'instruments, tels que la puissance militaire et le contrôle économique qui peuvent être utilisés dans le but stratégique de définir la ligne de contour d'un régime d'ordre mondial, sous commandement américain.

La crainte que la prolifération nucléaire puisse échapper à son contrôle se trouve au cœur des efforts de l'Amérique d'après-guerre pour mettre de l'ordre dans (ce qui reste, selon les réalistes) un système international anarchique. Les décideurs politiques américains faisaient face à un dilemme majeur. D'une part, ils voulaient que leurs alliés partagent le fardeau de la défense. D'autre part ils avaient une peur morbide d'être entraînés dans une guerre nucléaire, par ce qu'ils considéraient comme le comportement irresponsable des Européens. Comme le secrétaire d'État américain, John Foster Dulles l'expliquait en 1956, pensant surtout à l'Europe de l'Ouest, "C'est effroyable de contempler une multitude de programmes atomiques nationaux, sans contrôle, aboutissant à un nombre démultiplié de programmes d'armement nucléaire." Dans une tentative de résoudre la quadrature du cercle, les États-Unis ont employé leur domination scientifique et technologique comme une arme politique, dans le but de contrôler, autant que possible, le développement du nucléaire en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France. Ils espéraient que, en partageant ou en refusant l'accès à la connaissance sur les armes nucléaires et leur systèmes de lancement, notamment celui des missiles, à la Grande-Bretagne, à la France et à l'Allemagne, l'Amérique pourrait freiner leur force militaire et conserver sa place dominante en tant que protecteur du monde libre.

Maintenant, après avoir tracé les grandes lignes de ma problématique, je voudrais lui donner plus de substance, partageant avec vous différentes études de cas de collaboration scientifique et technologique entre les États-Unis et les pays européens. Tout d'abord, je voudrais préciser que le choix de mes exemples a été déterminé par l'étude la plus précise de la manière dont le pouvoir fait partie intégrante de la circulation de la connaissance. Je suis fasciné par le fait que la supériorité scientifique et technologique américaine ne s'insère pas seulement dans la politique de haut niveau, mais aussi elle s'exprime dans la présentation politique de la maîtrise scientifique et technologique américaine. Je ne me limite pas à injecter de la connaissance dans la pensée stratégique mais aussi, je décide des trajectoires de recherche nationale, et des scientifiques et des ingénieurs qui vont les réaliser. Les savants et les ingénieurs occupent une place importante dans les études de grande stratégie, sans doute, mais le plus souvent en tant que les créateurs ignorés d'armes perfectionnées qui contribuent à l'équilibre des puissances. Je m'intéresse à eux, en tant qu'acteurs transnationaux, remontant en amont de leur production finie, examinant le choix de la voie technologique qu'ils suivent, sous la domination technologique américaine.

Permettez-moi de commencer en examinant le cas de la Grande-Bretagne. Les espoirs britanniques d'une collaboration scientifique et technologique avec l'Amérique ont été largement démentis pendant la première décennie après la guerre. À la grande déception de la Grande-Bretagne, la loi Mac Mahon de 1946 mit fin à toute pensée de collaboration. La pression constante, exercée par le Premier Ministre Macmillan sur le compatissant président Eisenhower a éventuellement porté des fruits. La crise de Suez en novembre 1956, le lancement de Sputnik en octobre 1957 et surtout, une série réussie d'essais de bombes thermonucléaires britanniques qui a commencé en 1958, ont permis au président des États-Unis de prévaloir sur ses opposants intérieurs. En 1956, des amendements à la loi Mac Mahon ont ouvert la voie pour une collaboration plus étroite avec les pays qui avaient réalisé "un progrès essentiel" dans le domaine de leurs programmes d'armement. Ces termes étaient choisis délibérément, d'ailleurs, pour intégrer la Grande-Bretagne mais exclure la France.

De 1960 à 1965 ce régime assoupli a permis aux scientifiques britanniques et américains de réaliser ensemble du travail classifié, développant la centrifugeuse à gaz pour la production de l'uranium enrichi. Cette technologie - qui est appliquée aujourd'hui en Iran et en Corée du Nord - était tout à fait innovante à l'époque, ses effets restaient à être prouvés. Après cinq ans d'échanges fructueux les États-Unis ont rompu unilatéralement l'accord de collaboration. Les Britanniques ont poursuivi leurs efforts de recherche et de développement et en 1968 ils avaient créé un prototype qui pourrait être commercialisé. Connaissant que les Allemands et les Néerlandais étaient aussi en train de développer cette technologie, ils leur ont proposé de conjuguer leurs efforts au sein d'une collaboration tripartite, qui est devenue ce que nous connaissons comme l'Urenco.

Sir Solly Zuckerman, le conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique était un ardent défenseur du projet de la centrifugeuse à gaz. Il la considérait comme une alternative, relativement peu chère, par rapport au fait d'acheter de l'uranium enrichi aux États-Unis. Il était aussi déterminé à briser le monopole américain d'approvisionnement en matériaux enrichis. Ce monopole servait à subventionner les firmes américaines qui exportaient des réacteurs nucléaires et aussi à entraver la construction de sous-marins nucléaires dans d'autres pays. Néanmoins, Zuckerman devait faire face à un problème majeur : le Royaume-Uni avait développé sa centrifugeuse à gaz avec l'aide américaine et il ne pouvait pas partager sa conception avec les Hollandais et les Allemands, sans l'accord des États-Unis.

Washington se montrait favorable, en général, à la collaboration technologique entre Londres et les pays du continent. Cela n'a pas empêché les États-Unis de demander à avoir un 'accès visuel' au prototype de la centrifugeuse. Cela garantissait, d'après les Américains, qu'aucun renseignement classifié important, partagé au début des années '60 ne serait communiqué aux Hollandais ou aux Allemands sans leur permission. Zuckerman ne croyait pas à cette explication. Il était convaincu que cette demande était dictée moins par des préoccupations de sécurité que par l'intérêt commercial : les États-Unis voulaient vérifier pourquoi les Britanniques pensaient qu'ils pourraient produire de l'uranium enrichi, relativement peu cher. Sa forte résistance a été fléchie quand il a réalisé qu'une partie des connaissances américaines étaient appliquées dans la conception britannique et sous la pression du Secrétaire à la Défense, Denis Healey. Healey craignait que, si le Royaume-Uni ne coopérait pas, les États-Unis ne reviennent sur toute une série d'accords nucléaires avec leur allié favori. Les ingénieurs américains ont reçu carte blanche pour étudier le prototype britannique de la centrifugeuse et pour visiter l'installation pilote d'enrichissement. De retour en Amérique, ils ont autorisé Londres à poursuivre leur entreprise tripartite.

Qu'est-ce qui a convaincu les inspecteurs américains que les modèles britanniques de centrifugeuses pourraient être partagés ? Des documents récemment déclassifiés apportent une réponse sans ambiguïté : le modèle britannique était inférieur à celui développé aux États-Unis - ce qu'ils se sont gardés de dire aux Britanniques. Zuckerman avait raison : c'était la concurrence commerciale et non pas la sécurité nationale qui avait provoqué la demande américaine d'accès visuel au modèle britannique. La visite de l'installation pilote d'enrichissement était un acte d'espionnage industriel, autant qu'une inspection légalement autorisée. Profitant de leur position de force technologique au domaine du nucléaire, lorsqu'ils collaboraient avec les Britanniques, les Américains ont forcé l'accès à leur projet d'enrichissement à centrifugeuse, évoquant des raisons de sécurité nationale, afin de garantir leur propre domination technologique - et de stabiliser l'ordre mondial, en contrôlant l'approvisionnement en uranium enrichi dans le marché planétaire, pour une décennie encore, voire plus.

Permettez-moi maintenant de me tourner vers l'Allemagne. Quelques jours avant Noël 1965, le chancelier allemand Ludwig Erhard a réalisé un bref voyage à Washington DC. Après avoir rencontré le président Johnson dans la journée, il était convié à un banquet, le soir. Une des principales questions, abordées lors des conversations formelles, était l'échec de la force multilatérale. Il s'agissait d'un projet dont Johnson avait hérité de Kennedy et qui était censé donner à l'Allemagne l'impression de faire partie de la défense nucléaire européenne, alors qu'elle ne disposait pas d'armes nucléaires, elle. Erhard n'était manifestement pas satisfait. Il a déclaré à

Johnson que " il était impossible d'assumer que l'Allemagne resterait à jamais sans force de dissuasion nucléaire" (FRUS 1964-68, 1995: 291). Jetant de l'huile sur le feu, le chancelier allemand a mentionné explicitement les avantages du processus d'enrichissement par centrifugeuse à gaz. Il a dit à Johnson que certains de ses scientifiques nucléaires étaient convaincus que cette nouvelle technologie pourrait permettre à de plus petits pays, comme l'Allemagne, d'acquérir des armes nucléaires, ce qui constituerait une alternative relativement peu chère, par rapport au fait de conserver des forces conventionnelles (FRUS 1964-68, 1995: 291). Le message d'Erhard était clair: l'Allemagne était de plus en plus intéressée par le développement d'une force de dissuasion nucléaire indépendante et elle disposerait vite de la technologie nécessaire pour enrichir de l'uranium. Sa dépendance des États-Unis pour ses approvisionnements serait interrompue, ce qui signalait aussi la fin du contrôle américain sur les ambitions nucléaires allemandes.

Bien sûr, l'ambiance du banquet était plus détendue. Le toast porté par le président rendait honneur au soutien fidèle de la part d'Erhard à la guerre du Vietnam, puis, le président a suggéré que l'Allemagne pourrait participer avec les États-Unis à une expérience scientifique spatiale de grande importance, les deux pays réaliseraient ainsi "ensemble ce que nous ne pouvons pas faire aussi bien tout seuls". L.B. Johnson a précisé que l'envoi d'une sonde en direction du soleil et sur Jupiter était des entreprises appropriées, toutes les deux " très exigeantes ", " assez compliquées " et qui amélioreraient " considérablement notre connaissance mutuelle et nos compétences mutuelles. "

Ces deux rencontres, l'une dans la matinée, l'autre lors du dîner, sont en général traitées indépendamment l'une de l'autre; en fait, elles n'étaient pas découplées dans l'esprit de leurs principaux acteurs, à l'époque; bien au contraire. L'ambassadeur américain à Bonn avait conseillé à Johnson, avant sa rencontre de décembre avec le chancelier que, étant donné le caractère insoluble de la question nucléaire, ce serait une bonne idée de détourner l'énergie d'Erhard vers un programme spatial. Johnson y a fait allusion cet après-midi quand il mentionnait à Erhard qu'une entreprise de coopération spatiale "aiderait plus au rapprochement des deux peuples que toutes les conversations possibles sur les sous-marins nucléaires et la dissuasion nucléaire." Bref, Johnson suggérait qu'il serait bien plus productif pour ces deux alliés proches de détourner leur attention des armes nucléaires, pour se concentrer sur la technologie spatiale civile.

Alors que la mission spatiale commençait à prendre forme, les enjeux ressortaient de manière plus évidente. La suggestion faite par Johnson à Erhard a été discutée, lors d'une rencontre animée en mars 1966, où étaient présents le vice-président Hubert Humphrey, le secrétaire à la Défense Robert McNamara et l'administrateur de la NASA, James Webb. La collaboration spatiale n'était plus seulement une question moins controversée que celle du partage nucléaire. Elle est devenue, lors de cette rencontre, son substitut. Ainsi on lui a attribué l'étiquette de 'mesure positive de désarmement'. Qu'est-ce que cela signifiait? McNamara expliquait que: "à présent, de nombreux pays pensaient qu'ils devaient réaliser des progrès technologiques à travers des programmes de matériel militaire. La divergence d'un programme spatial serait bénéfique pour tous les partis concernés." (FRUS 1964-68. 1999: 86).

Erhard est retourné à Washington pour deux jours, en septembre 1966. L.B. Johnson, pour donner encore plus d'importance au programme de collaboration spatiale, a accompagné le chancelier au Cap Kennedy pendant sa brève visite. Dans son discours officiel prononcé devant le gigantesque bâtiment d'assemblage de lanceur, destiné au programme Apollo, qui était, en ce moment, encore incomplet, le président a remercié personnellement tous ceux qui s'étaient déplacés jusqu'aux États-Unis depuis l'Allemagne, pour leur contribution décisive au programme spatial américain. Werner Von Braun était spécialement invité pour cet événement. Pendant le trajet du retour vers Washington, Webb a saisi l'occasion de passer une heure avec le chancelier allemand. "L'effort très important qui était en cours [au Cap] a produit une impression profonde" sur Erhard, a écrit Webb au secrétaire d'État, Dean Rusk. Il ajoutait: "il me semble que l'attitude d'Erhard était différente quand on quittait le Cap que quand nous y arrivions. En effet il a vraiment dit qu'il était impossible de comprendre à travers des images, de la télévision et des documents quelle était la portée et l'ampleur de ce qui était réalisé et qu'il était en mesure de mieux apprécier

son importance". Il y avait l'espoir que, impressionné de cette manière, Erhard engagerait son gouvernement à un programme spatial majeur, en collaboration avec les États-Unis, renonçant à ses ambitions concernant les armes nucléaires, une fois pour toutes.

Différents facteurs liés entre eux rentrent en jeu, ici. Les décideurs politiques américains savaient que les ressources européennes, pour la réalisation de projets majeurs de haute technologie, étaient limitées et qu'ils devaient faire des choix. En plus, ils ne voyaient aucune raison valable pour que des pays comme la France et l'Allemagne investissent dans des programmes d'armement très coûteux, alors que les États-Unis apportaient à l'Europe toutes les garanties de sécurité nucléaire, dont elle avait besoin. Alors, pourquoi y ont-ils investi ? Peut-être parce que, comme l'a formulé Pierre Messmer : " on est nucléaire ou on est négligeable ", c'est-à-dire que disposer d'armes nucléaires servait moins à défendre son territoire qu'à acquérir du prestige. Mais si les symboles sont plus importants que les réalités substantielles, pourquoi ne pas consacrer les fonds européens à un sujet aussi prestigieux que l'espace ? Comme le secrétaire à la Défense, McNamara l'a lui-même expliqué :

" les réalisations spectaculaires dans le domaine spatial [...] symbolisent la puissance technologique et la capacité d'organisation d'une nation. C'est pour de telles raisons que les réalisations majeures dans le domaine spatial contribuent au prestige national "

Les mesures positives de désarmement étaient censées fonctionner de cette façon. Satisfaire le grand besoin de prestige de l'Allemagne, en lui donnant accès à la technologie spéciale sophistiquée et aux compétences de gestion de projet américaines, détournant ainsi les ressources financières, industrielles et les ressources d'ingénierie de Bonn d'un programme d'armement, pour les orienter vers un projet civil, contrôlé par l'Amérique et qui ne menacerait pas l'ordre nucléaire établi en Europe.

Cette stratégie, a-t-elle été efficace ? Nous sommes en mesure de savoir que le toast porté par Johnson a entraîné un projet bilatéral majeur d'envoi d'une sonde en direction du soleil (Helios). De même, dans les années '70, l'Allemagne acceptait la proposition américaine sur la construction de *Spacelab*, un laboratoire scientifique extrêmement coûteux qui s'intégrait dans la soute de la navette spatiale. En ce qui concerne les armes nucléaires, l'Allemagne n'en a jamais possédé : le nouveau chancelier allemand Willie Brandt a soutenu la ratification du TNP en novembre 1969, après un débat tumultueux à Bundestag. La stratégie des mesures positives de désarmement ont certainement incité l'Allemagne à collaborer plus étroitement avec les États-Unis dans le domaine spatial. Toutefois, en tant qu'alternative aux armes nucléaires, ces mesures ont-elles assuré le prestige allemand ? Je ne suis pas en position de juger.

Afin de conclure cette étude de cas de collaboration, permettez-moi de prononcer quelques mots sur la France. L'exemple que je vais citer est bien connu dans ce pays, grâce au travail remarquable des chercheurs français. Fort heureusement, je suis en mesure d'apporter certains éléments supplémentaires à ces publications d'il y a quelques années, grâce à quelques documents précieux, récemment diffusés sur Internet, par William Burr et la *National Security Archive* (Archives Nationales de Sécurité) à Washington DC.

En 1989, Richard Ullman, professeur d'affaires internationales à l'Université de Princeton, a révélé que les États-Unis avaient apporté à la France une assistance nucléaire substantielle, dissimulée et probablement illégale, depuis le début des années '70. Ses allégations étaient fondées sur plus de 100 interviews avec des hommes politiques de haut niveau, des fonctionnaires, des scientifiques, des directeurs industriels, des officiers militaires et des officiers de la marine dans les deux pays. Il constatait que, même si ces échanges évitaient toute discussion sur la conception précise des armes nucléaires - comme il était requis par la loi Mac Mahon - les Français ont obtenu grand nombre d'informations très sensibles.

Les révélations d'Ullman ont été accueillies avec incrédulité. Personne ne pouvait imaginer que Nixon et Kissinger auraient aidé la France à créer sa force nucléaire de dissuasion

indépendante, allant à l'encontre d'une politique établie pendant des années. Cette politique était déclarée fermement au milieu des années '60. La détermination de De Gaulle de disposer d'une force de dissuasion nucléaire indépendante, son antipathie pour la Communauté Européenne et pour l'OTAN, sa décision de retirer les troupes françaises du commandement de l'OTAN, ne lui ont pas attiré les faveurs de Washington. En 1964, le conseiller en sécurité nationale, McGeorge Bundy, déclarait qu'étant donnée la réticence française à intégrer sa force indépendante de dissuasion nucléaire à l'OTAN,

" Ce gouvernement continue à avoir intérêt à ne pas contribuer au développement de la puissance nucléaire française et à ne pas assister la capacité stratégique nationale en matière de vecteurs nucléaires. Cela concerne les échanges d'informations et de connaissances technologiques entre les gouvernements [des deux pays], la vente d'équipements, la recherche commune, les projets de développement et les échanges entre organisations industrielles et commerciales [...]."

Cette politique restait en vigueur, après que De Gaulle a quitté le pouvoir en Avril 1969 et que Georges Pompidou lui a succédé. Celui-ci, quoique plus pragmatique que le général, croyait encore fermement à l'autonomie française. Comment les allégations d'Ullman pourraient-elles être vraies? La bulle a éclaté quand Valéry Giscard d'Estaing a publié ses mémoires au début des années '90, où il a reconnu que de tels échanges ont eu lieu. L'authenticité des dits d'Ullman a été de nouveau confirmée il y a quelques mois, avec la diffusion des documents, auparavant classifiés. Nous savons maintenant qu'il y a eu des échanges importants entre les États-Unis et des Français, responsables de haut niveau, scientifiques et ingénieurs, concernant la technologie nucléaire et la technologie balistique, de 1971 à 1975 - et probablement au-delà de cette période, néanmoins ce matériel reste classifié.

En mars 1971, Kissinger définissait la politique officielle. Les États-Unis pouvaient aider la France dans le domaine de l'informatique de haut niveau, l'assister en ce qui concernait les missiles balistiques basés à terre et les missiles balistiques lancés par sous-marins et en ce qui concernait la sécurité nucléaire. Ensuite cette liste a été étendue, pour inclure l'aide concernant les armes nucléaires proprement dites. Afin de ne pas abuser du temps qui m'a été accordé, je me limiterai à ces dernières. L'aide pour la conception des armes nucléaires était, évidemment le point le plus sensible. Kissinger craignait une opposition de la part du Congrès des États-Unis, s'il partageait ce genre d'informations avec la France, tout en voulant rester coopératif. Il a trouvé la solution avec ce qui serait appelé plus tard '*negative guidance*' (orientation négative). Voilà comment il a expliqué cette méthode au ministre français des forces armées, Robert Galley :

"Nous ne pouvons peut-être pas vous donner des informations, mais nous pouvons évaluer ce que vous faites. Nous pouvons dire 'Cela est erroné.' Donc il y a beaucoup de façons de vous donner des informations. [...] Cela pourrait ressembler à un séminaire; si vous dites avoir trois possibilités, nous pouvons vous répondre, 'c'est erroné, c'est compliqué,'etc.

En d'autres termes, en indiquant aux Français qu'ils suivaient ou non la bonne voie, les experts américains pouvaient à la fois les aider et ne pas dévoiler des renseignements classifiés. Kissinger avait délibérément inventé cette procédure, pour s'assurer, qu'en cas de besoin, il pourrait se défendre des critiques des membres du Congrès.

Pourquoi Kissinger, est-il allé aussi loin, pour aider la France ? Une des raisons s'enracinait dans son respect bien connu de la *realpolitik* : au fait que, maintenant que la force nucléaire française était un fait accompli, " il était important que celle-ci ne devienne pas inutile ". Certains, en France considéraient que le niveau de sa technologie nucléaire laissait beaucoup à désirer. Kissinger avait le sentiment que la France devait être " forte d'un point de vue militaire, moral et politique. Nous pensons que si un programme militaire français majeur s'effondrait, cela serait très mauvais, parce que, dans ce cas, l'alternative française serait celle du neutralisme ", insistait Kissinger.

La politique de « l'orientation négative » a aussi été conçue pour duper les Français, en leur faisant croire que les États-Unis pourraient leur offrir plus de connaissances technologiques que celles qu'ils étaient déjà prêts à leur apporter, dans l'espoir que la France serait moins coopérative au sein de la Communauté Économique Européenne, élargie : " Nous devons briser les Européens ", a dit Kissinger à ses conseillers, " Et les Français sont essentiels ". Ou encore : " Nous allons essayer d'écraser les Européens. Les Français peuvent nous être utiles pour cela." L'orientation négative était une stratégie parmi d'autres, élaborée dans le but de donner aux Français quelque chose " qui ressemble à un pas en avant, alors qu'en réalité, il n'ont encore rien obtenu." Et sans aucun ménagement: " Ce que nous voulons, c'est quelque chose qui fasse saliver Galley, sans lui apporter rien d'autre qu'un peu d'étude pour un petit moment. Je vais brutaliser Galley ". " Manipule-les " a-t-il dit au secrétaire à la Défense, James Schlesinger et à son directeur adjoint, Brent Snowcroft, " Oriente-les, sans rien leur céder - nous voulons avoir emprise sur eux, sans qu'ils le sachent."

En partageant leur connaissance relative au nucléaire avec la France, alors qu'ils étaient en position de force, les États-Unis ont atteint une multitude d'objectifs stratégiques. Ils ont changé ce que Kissinger appelait "l'orientation de base de la politique française", fléchissant son autonomie, et l'enchaînant à la planification stratégique américaine, de façon plus serrée que jamais. Certains aspects de cette planification s'étaient renforcés - les représentants Français, lors de ces rencontres, l'ont souvent répété. En tout cas, cela a permis de garantir le fait que les Français ne lanceraient pas une frappe préventive contre une attaque soviétique, par crainte que leurs défenses anti-missiles étaient inefficaces - ce qui représentait le pire cauchemar de Washington. Les scientifiques, les ingénieurs et les planificateurs stratégiques américains ont pu avoir un aperçu du système des ogives et des vecteurs nucléaires français, sans avoir dû rien révéler, eux. Avec l'orientation négative, ils ont pu mettre les Français sur la mauvaise voie technologique, afin que ceux-ci ne menacent pas la supériorité technologique américaine. Pierre Messmer a dressé le bilan le plus négatif de cette coopération, mais qui n'est pas entièrement confirmé par les documents récemment déclassifiés, au moins, pas en ce qui concerne la technologie des missiles:

" Je n'ai pas été déçu car je ne me faisais aucune illusion sur les Américains, en ce qui concernait les rapports dans le domaine de l'armement nucléaire avec eux; [...]. Les Américains souhaitent garder les contacts, mais ils pensaient que la meilleure façon était de laisser entendre qu'ils pouvaient apporter quelque chose. En fait, on s'apercevait très vite qu'ils n'apportaient rien ou qu'ils souhaitaient apporter des choses que nous savions déjà. "¹

Permettez-moi d'ajouter quelques mots, en guise de conclusion. Mon objectif ce soir, a été d'injecter de la science et de la technologie dans la pensée stratégique. Je ne pense pas tellement au sens classique de la science et de la technologique, en tant que sources de systèmes d'armement avancés, qui modifient l'équilibre des pouvoirs entre pays rivaux, mais plutôt en tant que systèmes de connaissance qui peuvent être utilisés par des acteurs transnationaux, dans le but d'améliorer, de dévier ou de contrecarrer les voies de la recherche et du développement de pays alliés. Combinant la poursuite de supériorité scientifique et technologique à la quête d'une domination mondiale, pendant ces 60 dernières années, les États-Unis se sont dotés d'un moyen de pression politique, infiniment précieux, dont ils se sont servis pour définir les priorités de recherche de leurs alliés et pour stabiliser un régime hégémonique d'ordre mondial, gouverné par les Américains. Qu'est-ce que cela signifie pour l'Europe? Je l'ai signalé plus tôt, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France ont participé de leur plein gré à ce processus. Elles l'ont fait pour avoir accès à un savoir qu'elles considéraient comme nécessaire à la modernisation de leurs économies et et au renforcement de leur puissance régionale. Mais elles l'ont fait avec les conditions des États-Unis et de façon, à ne pas mettre en risque la domination technologique américaine. Si c'était une hégémonie, c'était une hégémonie consensuelle (Kriger), si c'était un empire, c'était un empire sur invitation (Lundestad). L'asymétrie qui caractérisait ces relations persiste aujourd'hui, comme nous le verrons dans ma conférence de la semaine prochaine qui

¹Vaisse, *Relations Internationales*, 119, 2004, 345-362.

porte sur les conflits entre les États-Unis et l'Europe, au sujet des satellites de communication ou de navigation. Voilà l'enseignement essentiel à tirer. Aucun ne peut aspirer à une totale indépendance dans le monde globalisé d'aujourd'hui. L'enjeu serait plutôt d'acquérir suffisamment de force technologique et économique, pour pouvoir aplanir les disparités, réduire les asymétries de puissance, surtout avec les États-Unis, au minimum, de sorte à collaborer technologiquement, étant en position de force et non pas de faiblesse. Il s'agit là, je pense, de l'enjeu stratégique majeur, auquel fera face l'Europe du 21^{ème} siècle. J'espère que vous serez avec moi la semaine prochaine, pour m'aider à aborder tous ces sujets. Je vous remercie de votre attention et j'attends vos questions et vos remarques.